



APPEL D'OFFRES OUVERT

BLANCHISSAGE ET NETTOYAGE
D'ARTICLES TEXTILES
ET DE SIÈGES

DÉCEMBRE 2025

D.C.E.

CAHIER DES CLAUSES
ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

SOMMAIRE

Page

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ	4
ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ	4
2.1. Allotissement	4
2.2. Fractionnement du marché.....	4
2.3. Montants maxima du marché.....	4
2.4. Options.....	4
ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ - PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	5
ARTICLE 5 - INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES	5
ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ	6
6.1. Forme du prix	6
6.2. Modalités de révision des prix	6
6.3. Commandes de prestations exceptionnelles.....	7
ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ	7
7.1. Bons de commande.....	7
7.1.1. <i>Éléments communs aux deux lots</i>	7
7.2. Délais d'exécution	8
<i>Lot n° 1 (voilages) :</i>	8
7.3. Modalités d'exécution.....	9
7.3.1. <i>Règles d'accès</i>	9
7.3.2. <i>Badges d'accès et immatriculation des véhicules</i>	10
ARTICLE 8 - ADMISSION	10
ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT	10
ARTICLE 10 - FACTURATION	11
10.1. Facturation	11
10.2. Délais de paiement et intérêts moratoires	11
ARTICLE 11 - RETARDS ET PÉNALITÉS	12
11.1. Pénalités.....	12
11.2. Pénalités pour non-respect des exigences environnementales	12

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DU MARCHÉ.....	13
ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	13
13.1. Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé.....	13
Ces pièces sont envoyées à l'adresse suivante :.....	13
13.2. Obligation de neutralité, de discrétion et de confidentialité	14
13.3. Obligation d'informer le pouvoir adjudicateur	14
13.4. Sous-traitance	14
13.5. Garantie d'exécution.....	15
13.6. Assurances	15
13.7. Convention sur la preuve	15
ARTICLE 14 - SUIVI DES PRESTATIONS PROPOSÉES PAR LE TITULAIRE.....	15
ARTICLE 15 - LANGUE	15
ARTICLE 16 - CONTENTIEUX	15
ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS.....	15

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ

Ce marché porte sur le blanchissage de voilages et le nettoyage d'articles textiles, de doubles-rideaux, de tapis et de sièges.

ARTICLE 2 - FORME DU MARCHÉ

2.1. Allotissement

Ce marché comporte deux lots:

- lot n° 1 (blanchissage de voilages) ;
- lot n° 2 : (nettoyage d'articles textiles, de doubles-rideaux, de tapis et de sièges)

2.2. Fractionnement du marché

Ce marché est un accord-cadre **mono-attributaire** s'exécutant par l'émission de bons de commande qui peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché (articles R. 2162-2, second alinéa, à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique), sans minimum mais soumis aux maxima prévus à l'article 2.3.

Conformément à l'article R. 2162-5 du code de la commande publique, ces bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre, sans que leur durée d'exécution puisse se prolonger au-delà de la date limite de sa validité dans des conditions qui méconnaîtraient l'obligation d'une remise en concurrence périodique.

2.3. Montants maxima du marché

Pour chaque lot, la valeur maximale d'achats susceptibles d'être commandés pendant la durée totale d'exécution de l'accord-cadre, est la suivante :

- lot n° 1 (blanchissage de voilages) : 57 000 euros hors taxes ;
- lot n° 2 : (nettoyage d'articles textiles, de doubles-rideaux, de tapis et de sièges) : 97 000 euros hors taxes.

Dans l'hypothèse où ces montants seraient atteints ou sur le point de l'être, le lot correspondant sera alors résilié à effet immédiat, sans indemnité du titulaire.

2.4. Options

Ce marché comporte, à titre d'options, une faculté de reconduction tacite au bénéfice du Sénat ainsi que celle de conclure un marché de prestations similaires, définies à l'article 3.

ARTICLE 3 - DURÉE DU MARCHÉ - PRESTATIONS SIMILAIRES

Le marché s'exécute, sous réserve de sa notification, **à compter du 22 mars 2026** ou, en cas de notification ultérieure, à la date fixée dans la lettre de notification.

Il est conclu pour une durée initiale arrivant à échéance le 21 janvier 2027, reconductible

tacitement trois fois pour une durée d'un an, soit une durée totale maximale de quatre ans.

En application de l'article R. 2112-4 du code de la commande publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. En revanche, le Sénat peut décider de ne pas reconduire le marché à condition d'en informer le titulaire, par lettre recommandée avec accusé de réception, au moins trois mois avant la date de fin de la période concernée.

Dans le cas où le marché s'achèverait sans qu'un nouveau titulaire ait été désigné, ou si le nouveau marché ne peut entrer en vigueur à la date d'échéance du présent marché, le titulaire est tenu de poursuivre l'exécution du contrat pour une durée maximale de trois mois sur simple ordre de service du directeur de la Logistique et des Moyens généraux.

En application de l'article R. 2122-7 du code de la commande publique, le présent marché comporte la faculté pour le Sénat de conclure avec le titulaire, sans mise en concurrence ni publicité préalable, un marché de prestations similaires à celles objet du présent contrat. Ce marché devra être conclu dans les trois ans suivant la notification du marché initial.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constituant le marché sont, par priorité décroissante, les suivantes :

- les actes d'engagement et leurs annexes (AE), dont le bordereau des prix unitaires (BPU). Les tarifs indiqués au BPU sont contractuels, tandis que les quantités mentionnées dans le DQE (devis quantitatif estimatif) sont indicatives et non contractuelles ;
- le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe ;
- le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et son annexe ;
- le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) en vertu de l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (JORF n° 0078 du 1^{er} avril 2021) ;
- le cahier des réponses attendues (CRA) ;
- les éventuels éléments techniques fournis à l'appui de l'offre.

ARTICLE 5 - INTERLOCUTEURS DES DEUX PARTIES

Pour le Sénat, la direction responsable de la gestion du marché est la Direction de la Logistique et des Moyens généraux (DLMG). Les interlocuteurs responsables sont les correspondants administratifs et techniques dont les coordonnées figurent à l'article 1^{er} du règlement de la consultation.

Les interlocuteurs responsables pour l'exécution du marché sont :

<p style="text-align: center;">Pour le lot n° 3 Direction de la Logistique et des Moyens Généraux Mme Catherine Escoffet Téléphone : +33 (0)1 42 34 20 91 Courriel : achatslmg@senat.fr</p>

Pour le lot n° 4
Direction de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins
Mme Tina Miquel, MM. Thomas Bourel, Antoine Orchillers et Pierre-Yves Sauvage
Téléphone : +33 (0)1 42 34 21 96 / 23 65 / 21 84 / 34 75
Courriel : divmob@senat.fr

Chaque titulaire mandate un responsable au sein de l'entreprise pour veiller à l'exécution du marché et être **l'interlocuteur permanent de l'administration du Sénat. Ses coordonnées sont indiquées dans le cahier des réponses attendues (CRA).**

La ligne téléphonique dont les coordonnées sont indiquées ne doit pas faire l'objet d'une tarification surtaxée.

En cas de changement d'interlocuteur au cours du marché, notification doit en être faite à la Direction de la Logistique et des Moyens généraux. Le titulaire doit proposer un remplaçant ayant des qualifications au moins équivalentes. Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-FCS, il dispose d'un délai de quinze jours pour effectuer cette notification.

ARTICLE 6 - PRIX DU MARCHÉ

6.1. Forme du prix

Le marché est conclu à prix unitaires.

Les prix sont libellés en euros.

Les prix unitaires des articles figurant à l'annexe 2 des actes d'engagement (bordereau de prix unitaires) incluent le conditionnement, l'enlèvement et la livraison au Sénat, ainsi que l'ensemble des frais et sujétions de quelque nature que ce soit afférents à l'exécution des prestations.

6.2. Modalités de révision des prix

Les prix **indiqués dans les actes d'engagement (bordereaux de prix unitaires) sont révisables.**

Au terme de la période initiale d'exécution, ils pourront être révisés, à la hausse comme à la baisse. Cette révision interviendra ensuite à un rythme annuel, selon la formule ci-dessous. La révision des prix est à l'initiative du titulaire. Il lui revient de demander la mise en œuvre de la clause de révision du prix et de procéder lui-même au calcul de la formule de révision, avec justifications à l'appui. La proposition de nouveaux tarifs sera communiquée à la Direction de la Logistique et des Moyens généraux **au moins quinze jours avant la date de révision** fixée par le présent article. À défaut, le Sénat se réserve la faculté, le cas échéant et à son appréciation, de procéder d'office à la mise en œuvre et au calcul de la formule de révision.

FORMULE :

$P = P_0 \times (I_n / I_0)$ dans laquelle :

P = le prix révisé

P₀ : prix indiqués dans l'acte d'engagement.

I : Indice de production dans les services - Blanchisserie et teinturerie (NAF rév. 2, niv. classe poste 96.01) Série mensuelle CVS-CJO - France - Base 100 en 2021 – Identifiant 010769567.

I_0 correspond à la dernière valeur publiée de cet indice au mois de remise des offres (janvier 2026) ;

I_n : correspond à la dernière valeur publiée de cet indice au cours du mois précédent l'intervention de la révision.

Le titulaire du marché transmet au Sénat à chaque révision le bordereau des prix unitaires complété et révisé.

6.3. Commandes de prestations exceptionnelles

À titre exceptionnel, le Sénat pourra, pour une part marginale de commandes, solliciter le titulaire pour des prestations de blanchissage ou de nettoyage d'articles qui ne figurent pas au bordereau de prix unitaires. Ces prestations seront alors facturées sur la base d'un devis établi par le titulaire et accepté par le directeur ou son représentant.

ARTICLE 7 - MODALITÉS D'EXÉCUTION DU MARCHÉ

7.1. Bons de commande

7.1.1. Éléments communs aux deux lots

Le marché s'exécute par émission de bons de commande successifs, selon les besoins du Sénat. Tout au long de la période d'exécution, le titulaire doit être en mesure de fournir l'ensemble des prestations définies dans le marché.

Les bons de commande sont signés, selon les cas, par :

- le directeur de la Logistique et des Moyens généraux du Sénat ou son représentant (lots n° 1) ;
- le directeur de l'Architecture, du Patrimoine et des Jardins ou son représentant (lot n° 2).

Les quantités indiquées sur le bon de commande sont impératives et les prix unitaires comprennent selon les cas : la collecte des articles au Sénat, le blanchissage, le nettoyage ou les travaux de couture et, pour les prestations effectuées hors site, la livraison.

Ils sont notifiés au titulaire par écrit (courriel ou courrier) selon les coordonnées indiquées dans le CRA.

Le bon de commande comporte les éléments suivants :

- la date de la commande ;
- un numéro de bon de commande ;
- le numéro de marché ;
- les références des prestations commandées et leur désignation ;
- les quantités demandées ;
- les montants HT et TTC correspondants ;

- l'adresse de livraison ou, le cas échéant, de nettoyage sur place ;
- la date de livraison souhaitée ;
- les jours et heures de réception des livraisons.

Le titulaire confirme par courrier électronique (à l'adresse indiquée sur le bon de commande) la bonne prise en compte de toute commande.

S'il a un doute sur la validité ou le contenu d'un bon de commande, il s'assure de son bien-fondé auprès du directeur émetteur du bon de commande ou de son représentant.

Les bons de commande sont expédiés par courrier électronique, la date de réception prise en compte pour le décompte du délai d'exécution (article 7.2) étant la date d'envoi du courrier électronique.

7.2. Délais d'exécution

Lot n° 1 (voilages) :

- à compter de l'envoi du bon de commande, le délai pour l'enlèvement des voilages et leur remplacement - pour les locaux disposant d'un double jeu de voilages (article 3 du CCTP) - ne peut être supérieur à **sept jours**, hors week-end et jours fériés. Ce délai ne peut être supérieur à **trois jours**, hors week-end et jours fériés, en cas d'urgence signalée.
- pour les locaux disposant d'un double jeu de voilages, les voilages déposés et enlevés par le titulaire du marché doivent être lavés et, selon le cas (article 3 du CCTP), stockés dans les locaux du prestataire et tenus à disposition du Sénat ou livrés au Sénat, dans un délai qui ne peut être supérieur à **vingt-et-un jours** calendaires à compter de leur enlèvement. En cas d'urgence, les voilages propres stockés chez le titulaire doivent pouvoir être posés dans un délai maximum de **trois jours**, hors week-end et jours fériés, à compter de l'envoi du bon de commande ;
- pour les locaux ne disposant que d'un seul jeu de voilages, les voilages déposés et enlevés par le titulaire du marché doivent être lavés et posés dans un délai qui ne peut être supérieur à **sept jours**, hors week-end et jours fériés, à compter de leur enlèvement.

Le titulaire peut proposer, pour la réalisation de prestations, des délais inférieurs qu'il indique dans le cahier des réponses attendues (CRA) et qu'il s'engage alors à respecter.

Lot n° 2 (articles textiles, doubles-rideaux, tapis et sièges) :

À compter de l'envoi du bon de commande, le délai pour l'exécution de la prestation (réalisation sur place) ou la livraison et la repose éventuelle de la prestation exécutée (réalisation chez le prestataire) ne peut être supérieur à :

- **sept jours** calendaires pour une demande normale ;
- **trois jours**, hors week-end et jours fériés, en cas d'urgence signalée.

Le titulaire peut proposer, pour la réalisation des prestations, des délais inférieurs qu'il indique dans le cahier des réponses attendues (CRA) et qu'il s'engage alors à respecter.

7.3. Modalités d'exécution

Les prestations ou les interventions sont à livrer à l'adresse et selon les modalités figurant sur le bon de commande.

Les prestations livrées sont accompagnées **d'un bon de livraison** à l'en-tête du fournisseur, établi en double exemplaire, mentionnant :

- le numéro du bon de commande ;
- le lieu de livraison ;
- la date de livraison ;
- les références et désignations des articles livrés, ainsi que leurs quantités.

Le bon de commande indique l'adresse de réalisation des prestations qui peuvent avoir lieu au Palais du Luxembourg, 15 rue de Vaugirard 75006 Paris et dans ses dépendances situées dans le 6^e arrondissement de Paris.

L'accès au Palais du Luxembourg se fait, suivant les prestations, par le **15 bis rue de Vaugirard, 75006 Paris**, par le **36, rue de Vaugirard, 75506 Paris** ou par le **64, boulevard Saint-Michel, 7006 Paris**.

Les dimensions des véhicules de livraison doivent tenir compte des caractéristiques des lieux de livraison :

Pour les prestations réalisées sur site :

- dont l'entrée des véhicules aux locaux du Palais du Luxembourg se fait par le 15 bis, rue de Vaugirard, l'accès n'est autorisé qu'aux véhicules d'un PTAC inférieur à 16 tonnes et de taille maximale de 2,50 m (largeur), 9 m (longueur) et 3,50 m (hauteur).
- dont l'entrée se fait par le 36, rue de Vaugirard : l'accès n'est autorisé qu'aux véhicules d'un PTAC inférieur à 20 tonnes. En outre, les dimensions de la porte cochère donnant sur la rue sont les suivantes : 2,70 m (largeur) sur 3,70 m (hauteur).
- dont l'entrée des véhicules se fait par le 64, boulevard Saint-Michel, l'accès n'est autorisé qu'aux véhicules d'un PTAC inférieur à 16 tonnes, En outre, les dimensions de la porte cochère donnant sur la rue sont les suivantes : 2,60 m (largeur) sur 3,80 m (hauteur).

L'accès et la circulation des personnels et des véhicules de chaque titulaire dans les locaux du Sénat sont conditionnés au respect des dispositions du présent article.

7.3.1. Règles d'accès

Le personnel intervenant au Palais du Luxembourg ou dans ses annexes dans le cadre de l'exécution du marché est tenu de se conformer aux règles d'accès et de sécurité en vigueur au Sénat.

Il devra porter en permanence une carte professionnelle délivrée par le titulaire comportant une photographie d'identité et un insigne spécifique de l'entreprise visible sur les vêtements de travail. Il devra également être porteur du badge d'accès délivré par le Sénat.

Le personnel du titulaire intervenant dans les locaux du Sénat devra notamment observer une stricte obligation de réserve et de discrétion et emprunter uniquement les accès et parcours qui lui seront désignés. Il lui est formellement interdit de pénétrer ou circuler, sous

quelque prétexte que ce soit, dans les autres parties du Palais du Luxembourg ou de ses dépendances.

L'accès et le stationnement dans l'enceinte du Palais du Luxembourg sont autorisés dans les conditions mentionnées au présent article, sous réserve des contraintes d'activité du Sénat.

Le Sénat se réserve le droit d'interdire l'accès à ses locaux à l'employé ou au véhicule du titulaire non déclaré ou à tout employé non porteur de sa carte d'identité professionnelle et de son badge d'accès au Sénat.

Pour des raisons de sécurité, cette procédure pourra évoluer ; cette évolution ne donnera droit au versement d'aucune indemnité compensatrice, par dérogation à l'article 5.3 du CCAG-FCS.

7.3.2. Badges d'accès et immatriculation des véhicules

Chaque titulaire communique à la direction de la logistique et des moyens généraux la copie de la pièce d'identité du livreur et le numéro d'immatriculation des véhicules concernés **au minimum 72 heures avant la prestation**.

Des badges d'accès nominatifs annuels seront remis au personnel du titulaire habilité à intervenir régulièrement dans les locaux du Sénat. La demande est à adresser par courrier électronique à la direction de la Logistique et des Moyens généraux (lingerie@senat.fr), accompagnée d'une copie de la pièce d'identité et d'une photo d'identité récente, **au plus tard sept jours avant le début de l'exécution du marché** ou du changement d'intervenant ou de remplacement ponctuel.

Il en sera de même pour les demandes de renouvellement annuelles de ces badges d'accès annuelles.

À l'expiration de leur période de validité, à l'expiration du marché ou en cas de changement d'affectation de leur titulaire, les badges d'accès devront être restitués au Sénat.

Tout abus ou fraude portant sur ces badges sera considéré comme une faute grave du titulaire pouvant entraîner la résiliation du marché.

ARTICLE 8 - ADMISSION

Les prestations doivent correspondre, sous peine de refus, aux caractéristiques techniques définies dans le cahier des clauses techniques particulières. Elles doivent être conformes à la commande passée.

ARTICLE 9 - MODALITÉS DE RÈGLEMENT

Le prix de règlement est déterminé par application des prix unitaires figurant à l'annexe de l'acte d'engagement (bordereau de prix unitaires) aux quantités exécutées conformément aux bons de commande émis par le Sénat.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG-FCS, le prix de règlement hors taxes est celui du prix en vigueur à la date de la commande.

Le règlement s'effectue après constatation du service fait, sur présentation d'une facture relative à la prestation exécutée. Le service fait est certifié après contrôle de la concordance des factures aux bons de commande envoyés.

ARTICLE 10 - FACTURATION

10.1. Facturation

Le titulaire transmet ses factures sous forme électronique sur le portail de réception dématérialisée des factures du Sénat, dans les conditions définies par l'arrêté de Questure n° 2020-403 du 26 mai 2020, publié sous le numéro 0129 au *JORF* du 28 mai 2020.

Les modalités de dépôt des factures sont présentées à l'adresse suivante : <https://www.senat.fr/facturation.html>

La transmission d'une facture par tout autre moyen que ce portail emporte rejet de la facture.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant pour l'État, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, le règlement s'effectue après service fait, sur présentation de factures électroniques comportant, outre les mentions légales requises, les mentions obligatoires suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur (dénomination sociale, forme sociale, numéro de SIRET et adresse) et du Sénat, destinataire de la facture ;
- le numéro unique fondé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie sur une ou plusieurs séries ;
- le numéro du bon de commande ;
- la désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la quantité et la dénomination précise des prestations exécutées ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations exécutées ;
- le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de TVA ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- l'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- le cas échéant, les modalités de règlement.

10.2. Délais de paiement et intérêts moratoires

Le paiement est effectué sur présentation de factures sous réserve de leur acceptation dans un délai maximal de trente (30) jours, par virement sur le compte du titulaire. En cas de retard, le taux des intérêts moratoires applicable est le taux de refinancement de la Banque centrale européenne (BCE) en vigueur à la date à laquelle lesdits intérêts ont commencé à courir, augmenté de huit points. En outre, le titulaire percevra l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement de 40 euros prévue aux articles L. 2192-13 et D. 2192-35 du code de

la commande publique.

Le comptable public assignataire des paiements est Monsieur le Trésorier du Sénat

ARTICLE 11 - RETARDS ET PÉNALITÉS

11.1. Pénalités

En cas de défaillance dans l'exécution des prestations telles que prévues dans les pièces du marché et, par dérogation aux articles 14.1 et 14.2 du CCAG-FCS, les pénalités, qui seront mises en œuvre par le directeur de la Logistique et des Moyens généraux sans mise en demeure préalable, sont présentées dans le tableau ci-après.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Elles ne s'appliquent pas aux manquements dont le fait générateur serait imputable au Sénat ni en cas de force majeure au sens de la jurisprudence administrative.

Manquements	Pénalités (par manquement ou par jour de retard)
Sous-traitance non déclarée	1 500 euros par manquement
Défaut d'interlocuteur chargé de la bonne exécution du marché	200 euros par manquement
Inobservation du délai contractuel dans la réalisation de la prestation ou la livraison	50 euros par jour de retard, hors week-end et jours fériés,
Livraison ou prestation non conforme (par exemple, tâche ou défaut non signalés, livraison d'un tapis protocolaire dans le mauvais sens, etc.)	50 euros par manquement
Manquement aux obligations de remise de documents nécessaires à la gestion administrative ou financière du marché (demandes de devis, factures non conformes, défaut d'attestation d'assurance, etc.)	100 euros par manquement et par document + 50 euros par jour ouvré de retard supplémentaire à compter du deuxième jour
Tout autre manquement à une stipulation du marché (manquement à l'obligation d'informer le Sénat d'un changement de statut, obligation de discrétion professionnelle, etc.)	200 euros par manquement

Ces pénalités sont dues, sans préjudice de la faculté pour le Sénat de résilier le marché pour faute du titulaire.

Les pénalités sont directement imputées sur la facture correspondant aux prestations hors délais ou, le cas échéant, sur la facture suivante, ou enfin feront l'objet d'un titre de recette.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, elles sont dues dès le premier euro.

11.2. Pénalités pour non-respect des exigences environnementales

En cas de non-respect des clauses environnementales ou engagements environnementaux du titulaire et, par dérogation à l'article 16.2 du CCAG-FCS, les pénalités seront mises en œuvre

sans mise en demeure préalable. Elles sont présentées dans le tableau ci-après.

Les pénalités ne sont pas assujetties à la TVA.

Opérations	Pénalités
Non-respect des engagements environnementaux (emballages, véhicules de livraison, etc.)	100 euros par infraction

ARTICLE 12 - RÉSILIATION DU MARCHÉ

Le Sénat pourra résilier le marché dans les conditions définies au chapitre 7 (articles 38 à 45) du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché par le Sénat pour un motif d'intérêt général et par dérogation au deuxième alinéa de l'article 38 et au premier alinéa de l'article 42 du CCAG-FCS, aucune indemnité n'est due au titulaire.

Le Sénat se réserve la possibilité de résilier le marché, après mise en demeure adressée à l'entreprise par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, en cas de non-respect des obligations prévues au marché ou si l'entreprise se trouve dans l'impossibilité d'exécuter les prestations pour quelque raison que ce soit.

Sont notamment susceptibles - outre les motifs de résiliation pour faute énumérés à l'article 41 du CCAG-FCS - d'entraîner une résiliation du marché :

- le non-respect des caractéristiques des prestations exécutées ;
- le non-respect constaté et répété des délais d'exécution des prestations demandées ;
- le non-respect constaté et répété des règles de la profession.

ARTICLE 13 - OBLIGATIONS DU TITULAIRE

13.1. Déclaration relative à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire se conformera à la réglementation relative à la lutte contre le travail dissimulé.

Il fournira tous les six mois à compter de la notification du marché, les pièces prévues à l'article D.8222-5 du code du travail (déclaration relative à la lutte contre l'emploi dissimulé ou formulaire NOTI 1 du ministère de l'Économie et des Finances).

Ces pièces sont envoyées à l'adresse suivante :

Sénat
Direction de la Logistique et des Moyens généraux
15 rue de Vaugirard
75291 PARIS CEDEX 06

En cas de non-satisfaction des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail en matière de lutte contre le travail dissimulé, le marché pourra être résilié pour faute, sans indemnités et conformément à l'article 41 du CCAG-FCS, aux frais et risques du titulaire.

13.2. Obligation de neutralité, de discrétion et de confidentialité

Le titulaire et son personnel, ainsi que ses éventuels sous-traitants ou le personnel de ces derniers, dont le titulaire se porte fort, sont tenus à une stricte obligation de neutralité, de discrétion et de confidentialité professionnelles. Ils ne peuvent communiquer à des personnes étrangères au marché aucun renseignement, document ou plans concernant le marché ou les faits et informations dont ils auraient eu connaissance à l'occasion de son exécution. Toute demande d'un tiers, y compris de la presse, relative aux prestations fournies doit être transmise au Sénat.

Il est interdit au titulaire de faire une quelconque publicité sur les prestations faisant l'objet du marché sans autorisation préalable du Sénat.

La violation par le titulaire de ces obligations de neutralité, de discrétion et de confidentialité professionnelles, qui constituent des obligations substantielles du présent marché, peut entraîner la résiliation du marché à ses torts.

13.3. Obligation d'informer le pouvoir adjudicateur

Le titulaire informe immédiatement le Sénat de toute procédure de sauvegarde, de redressement judiciaire ou de liquidation qui serait mise en œuvre à son encontre.

De même et afin que soient prises toutes les dispositions nécessaires pour assurer la continuité de l'exécution des prestations, le titulaire doit informer le Sénat, dans les meilleurs délais, de toute modification affectant son statut (fusion, cession, changement de forme juridique, de raison sociale, etc.). En cas de modification de sa personnalité juridique et conformément à l'article R. 2194-6 du code de la commande publique, le titulaire doit solliciter l'accord préalable du Sénat sur le transfert à la nouvelle entité des droits et obligations découlant du présent marché. Cette nouvelle entité devra présenter les capacités économiques et professionnelles requises pour assurer la bonne exécution du marché, ce dont le titulaire demeurera en toute hypothèse garant solidaire auprès du Sénat pendant la durée du marché restant à courir jusqu'à son terme, reconductions tacites incluses.

13.4. Sous-traitance

Le titulaire peut sous-traiter l'exécution des prestations, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants présentés par lui au Sénat et de l'agrément par celui-ci des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Le titulaire qui souhaite avoir recours à la sous-traitance en cours d'exécution du marché présente au Sénat une **déclaration de sous-traitance** (imprimé DC4) mentionnant :

- le nom ou la raison sociale et l'adresse du sous-traitant ;
- la nature et le montant des prestations qu'il envisage de sous-traiter ;
- les conditions de paiement prévues par le projet de contrat de sous-traitance ;
- les coordonnées bancaires du sous-traitant ;
- l'indication des capacités professionnelles, techniques et financières du sous-traitant ;
- une déclaration sur l'honneur, datée et signée par le sous-traitant, attestant qu'il n'a pas fait l'objet d'une interdiction de concourir à un marché public ;
- une attestation d'assurance pour les risques professionnels ;
- les attestations de régularité fiscale et sociale.

L'acceptation par le Sénat du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement sont constatés par la signature et la notification d'un acte spécial.

13.5. Garantie d'exécution

Conformément à l'article 45 du CCAG-FCS, en cas d'inexécution de prestations prévues au marché et ne pouvant souffrir aucun retard, ou en cas de résiliation pour faute du titulaire, le Sénat peut faire exécuter le marché par un tiers, aux frais et risques du titulaire.

L'augmentation des dépenses par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

13.6. Assurances

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, à tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire une attestation d'assurance pour les risques professionnels, sur demande du Sénat et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

13.7. Convention sur la preuve

Le Sénat et le titulaire conviennent que tous les échanges réalisés par courriel dans le cadre du marché reçoivent la même force probante qu'un écrit signé de manière manuscrite.

ARTICLE 14 - SUIVI DES PRESTATIONS PROPOSÉES PAR LE TITULAIRE

Le titulaire s'engage à satisfaire aux exigences de qualité et de livraison décrites dans le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP), dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP), aux engagements pris dans le cahier des réponses attendues (CRA) et dans le mémoire technique remis à l'appui de l'offre.

Le non-respect des dispositions du présent article peut avoir pour conséquence, sans préjudice des pénalités prévues à l'article 11 ci-dessus, la résiliation du marché aux torts du titulaire.

ARTICLE 15 - LANGUE

Les documents relatifs au présent marché ainsi que les documents échangés pour son exécution sont rédigés en français.

ARTICLE 16 - CONTENTIEUX

Les litiges sont portés devant le Tribunal administratif de Paris, 7 rue de Jouy, 75181 PARIS CEDEX 04. Téléphone : 01 44 59 44 00 ; télécopie : 01 44 59 46 46.

ARTICLE 17 - DÉROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations explicitées dans les articles du CCAP désignés ci-après sont apportées aux articles suivants du CCAG-FCS :

Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé	Articles du CCAP par lesquels sont introduites ces dérogations
4.1 - Ordre de priorité des pièces contractuelles	4 - Pièces constitutives du marché
3.4.3 - Représentation du titulaire et obligation d'information	5 - Interlocuteurs des deux parties
5.3 - Mesures de sécurité	7.3.1 - Règles d'accès
10.2 - Détermination des prix du règlement	9 - Modalités de règlement
14.1 - Pénalités	11 - Retards et pénalités
16.2 - Clause environnementale générale	
38, 2 ^e alinéa, et 42, 1 ^{er} alinéa, (Résiliation pour motif d'intérêt général)	12 - Résiliation